



**Etude des processus d'échange d'information et
d'apprentissage en milieu rural sahélien pour
l'accompagnement des dynamiques
d'auto-développement**

Ludmilla Foy-Sauvage, Pierre Rebuffel

► **To cite this version:**

Ludmilla Foy-Sauvage, Pierre Rebuffel. Etude des processus d'échange d'information et d'apprentissage en milieu rural sahélien pour l'accompagnement des dynamiques d'auto-développement. Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis, 2003, Garoua, Cameroun. 10 p. hal-00143231

HAL Id: hal-00143231

<https://hal.science/hal-00143231>

Submitted on 24 Apr 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etude des processus d'échange d'information et d'apprentissage en milieu rural sahélien pour l'accompagnement des dynamiques d'auto-développement

Ludmilla FOY-SAUVAGE*, Pierre REBUFFEL**

*ABIES-INA-PG 16, rue Claude Bernard 75005 Paris France

**CIRAD, TA 60/15 73, Av. Jean-François Breton 34398 Montpellier France

Résumé — Dans le bassin cotonnier ouest du Burkina Faso, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Institut national de l'environnement et de recherches agricoles (INERA) ont développé une méthode de conseil aux exploitations agricoles familiales. Cette méthode, basée sur l'utilisation de l'écrit comme support de réflexion, a eu un impact limité, en dehors des groupes de conseil, au sein d'une population majoritairement analphabète. L'interprofession cotonnière souhaite utiliser cette méthode, qu'elle juge adaptée aux besoins des producteurs. Mais, pour être utilisable à grande échelle, une méthode d'accompagnement doit s'adresser au plus grand nombre, notamment aux agriculteurs analphabètes, et doit favoriser l'autonomisation de la réflexion individuelle et collective. Dans ce contexte, l'objectif général de l'équipe de recherche était de réfléchir au mode de constitution des groupes de conseil. La caractérisation des réseaux de dialogue et d'influence entre agriculteurs, au sein desquels prend place la construction collective de connaissances et la dynamique des normes d'action, est apparue comme un préalable au renouvellement de la méthode. Nous présenterons ici les résultats d'une étude conduite auprès de trois groupes locaux d'agriculteurs. L'objectif était de donner des premiers éléments de compréhension de l'organisation de ces réseaux et la façon dont ils influencent les processus d'échange d'information et d'apprentissage. L'utilisation de ces résultats pour positionner les groupes de conseil par rapport aux réseaux de dialogue et d'influence est ensuite discutée.

Abstract — **Study on information exchange and apprenticeship process in rural sahelian milieu; adjuvant arousing self-development dynamics.** In the south west cotton area of Burkina Faso the "Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement" (CIRAD) and the "Institut de l'environnement et de recherches agricoles" (INERA) have developed a farm management method. The main limit of the method is the small scale on which it can be used, using written media as decision tools with mainly illiterate farmers. However, the partners of the cotton production and processing system wish to experiment this method that misses their own farmers support system. But to implement the method on a large scale, it must be designed for the majority of the farmers - especially the illiterate ones -. In this context, the research team investigated the way farmers training groups can be set up. Characterizing dialogue and inter-influence networks in farmers' community, which support collective knowledge and action norms elaboration, appeared as a prerequisite to the renewal of the method. In this article we present the first results gained with three local farmers groups, aiming to understand the dialogue networks organization and their influence on information exchange and learning process. We also discuss the use of these first results to set up farmers training groups in order to cross dialogue and influence networks.

Contexte et problématique

La gestion de l'exploitation agricole

« Gérer, c'est la capacité de négocier avec son environnement pour mieux atteindre les objectifs souhaités. L'objectif de l'accompagnement en gestion et de la formation à la gestion est d'augmenter cette capacité de négociation » (Brossier *et al.*, 1997). Cet accompagnement et cette formation nécessitent une méthode et des outils, un outil de gestion étant défini comme un ensemble de raisonnements et de connaissances reliant de façon formelle un certain nombre de variables issues du système de production (Moisdon, 1997). Dans le contexte de l'ouest du Burkina Faso où existe une grande diversité de situations agricoles (Rebuffel, 1996 ; Pigé, 2000) et où la gestion des dispositifs d'appui aux agriculteurs est progressivement transférée aux organisations professionnelles agricoles, cette méthode et ces outils doivent être conçus autour de 3 principes :

- permettre une autonomisation progressive de la réflexion individuelle et collective ; l'agriculteur doit être capable, après son passage au sein d'un « groupe d'échange d'idées¹ », d'utiliser seul les outils d'aide à la décision. De même, les nouvelles normes d'action élaborées au sein de ces groupes doivent pouvoir être mises en débat et appropriées par les groupes locaux d'agriculteurs ;
- permettre une optimisation du fonctionnement des exploitations, tout en renforçant leur capacité à s'adapter aux modifications de l'environnement ;
- être accessibles à tous les agriculteurs qui peuvent en avoir besoin.

Le conseil de gestion aux exploitations agricoles dans l'ouest du Burkina : limites de la méthode et des outils de gestion

Depuis 1992, une méthode de conseil de gestion aux exploitations agricoles familiales a été conçue et testée dans différentes situations du bassin cotonnier ouest du Burkina Faso (Faure *et al.*, 1996 ; Rebuffel *et al.*, 2002). Elle est axée sur la consolidation des outils de gestion des agriculteurs grâce à l'introduction de deux types d'innovations: des innovations procédurales (pour accompagner l'agriculteur dans la réalisation du cycle de gestion : prévoir, agir, évaluer) et des innovations techniques (référentiel technique qui délimite les champs du possible). Cette approche peut être mise en œuvre à un niveau stratégique (gestion des stocks, choix du niveau d'intensification, plan d'équipement pour passer d'une phase de développement à l'autre), tactique (conduite des cultures ou du cheptel, gestion de la fertilité, détermination et allocation des intrants et moyens de production nécessaires, etc.).

Cependant, l'usage de l'écrit comme support de réflexion limite son utilisation aux agriculteurs alphabétisés et ralentit son appropriation par les structures d'appui aux agriculteurs. Une simplification des supports basée sur l'utilisation de pictogrammes a été tentée afin de mettre la méthode à portée des agriculteurs analphabètes. De même, à la demande des agriculteurs, plusieurs ateliers « d'allégement » du carnet ont été organisés. L'utilisation du carnet allégé et illustré n'a pas donné de meilleurs résultats, le problème est ailleurs.

Au cours des études qu'elle a conduit sur le fonctionnement des exploitations agricoles, l'équipe de recherche CIRAD/INERA² a été amenée à étudier des exploitations aux systèmes de production complexes gérées par des chefs d'exploitation analphabètes. L'étude détaillée de ces systèmes a permis de constater que, pour une partie d'entre eux, les chefs d'exploitation atteignent de façon régulière leurs objectifs techniques et économiques et qu'ils sont capables d'adapter le fonctionnement de leur exploitation aux modifications de l'environnement. Lors de la transmission de l'exploitation, dans un certain nombre de cas, le successeur continue d'obtenir d'aussi bons résultats, ce qui permet de supposer la transmission d'un savoir-faire formalisé.

Au cours des séances de conseil il est également apparu que ce sont les échanges entre producteurs et l'accompagnement dans le cheminement de raisonnement qui bénéficient le plus aux agriculteurs pour la prise de décision.

1 Nom qu'ont donné les agriculteurs aux groupes de conseil de gestion.

2 CIRAD : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement ; INERA institut de l'environnement et des recherches agricoles.

Lors de la conception de la méthode, il a été supposé que les participants aux séances de conseil étaient capables de transmettre les connaissances qu'ils y acquéraient à d'autres agriculteurs du village. Des paysans relais ont même été formés pour animer des séances auprès d'agriculteurs ne participant pas au conseil. Sauf exception, ces expériences ont échoué. Pourtant, les connaissances (concepts et procédures) et les informations (informations agricoles brutes : prix des intrants, et des produits, normes techniques, etc.) sont « transmises » d'agriculteur à agriculteur et sont débattues au sein des groupes locaux d'agriculteurs.

Axe de recherche

Pour expliquer la faible appropriation collective, l'équipe émet l'hypothèse que la méthode ne s'adresse pas aux bons collectifs. Précisément, les caractéristiques sociales des agriculteurs participant au cycle d'accompagnement-formation (ethnie, lignage, âge, éducation, niveaux de production, type d'exploitation, etc.) ne permettent pas d'introduire les innovations élaborées au cours des séances. Elle émet également l'hypothèse que la connaissance des modes de production collective de connaissances et de normes d'actions au sein des groupes locaux d'agriculteurs permettra de revoir le mode de constitution des groupes de conseil (actuellement basée sur le simple volontariat) afin de mettre, par l'intermédiaire de « personnes ressource », les innovations à disposition du plus grand nombre. Il s'agit de s'appuyer sur les processus locaux de production de connaissances (Albaladejo, 1994).

En 1999, une étude portant sur les réseaux de dialogue et d'influence entre producteurs a été engagée. Elle avait pour principaux objectifs de confirmer l'existence de ces réseaux et d'évaluer si la prise en compte de cette dimension collective de production de normes d'actions à partir d'innovations exogènes pouvait permettre d'améliorer la méthode d'intervention (Foy, 2001).

Echantillonnage et méthode d'enquête

Le bassin cotonnier ouest du Burkina présente une forte diversité de milieux écologiques et sociaux et de conditions économiques. Les critères déterminants de différenciation sont :

- la dynamique de production cotonnière (Pigé, 1999) ;
- le milieu humain (Schwartz, 1991).

Seul, l'ancien bassin cotonnier été considéré. Deux départements ont été choisis, et pour chacun d'eux, deux villages ont été retenus, essentiellement pour la qualité des données de recensement agricole disponibles.

Seules des exploitations cotonnières ont été enquêtées. Dans chaque village, 2 GPC (Groupement de producteurs de coton) autochtones et 1 GPC de migrants ont été tirés au hasard. Leurs membres ont constitué la population des enquêtes quantitatives. Dans le souci de prendre en compte la diversité des situations sociales, agricoles et d'accès à l'information, plutôt qu'une approche exhaustive, trois chefs d'exploitation ont été choisis en fonction du stade d'équipement de leur unité de production et de leur niveau de production, 3 autres individus, cités plusieurs fois par les 3 premiers ont également été interrogés (15 entretiens par village au total). Les agents de développement ont systématiquement été interrogés.

Plusieurs types d'entretiens ont été conduits auprès: des notables et des agents du développement pour dresser la carte sociale du village, des secrétaires des GPC sélectionnés, des chefs des exploitations sélectionnées et ceux auxquels ils font référence, des encadreurs pour mieux cerner leur travail et le mode d'établissement de contact avec les agriculteurs.

Ensuite, en utilisant les variables descriptives identifiées comme pertinentes au cours de premières enquêtes, des enquêtes quantitatives ont été menées auprès de tous les membres des GPC sélectionnés, afin de valider les résultats des premières enquêtes et dresser la carte des réseaux.

Vers un modèle de fonctionnement des réseaux de dialogue

La présentation des principaux résultats est structurée de façon à construire, progressivement, un premier modèle d'organisation des réseaux de dialogue et d'influence au sein des communautés agricoles du bassin cotonnier ouest du Burkina Faso.

L'acquisition de références au sein de la famille

Les cadets (fils, neveux, jeunes frères) vivent et travaillent dans l'exploitation de leur aîné jusqu'à ce qu'ils fondent leur propre exploitation. Durant cette « période d'apprentissage », le futur chef d'exploitation acquiert un certain nombre d'informations qui lui seront nécessaires pour la gestion de sa propre exploitation. Cet apprentissage prend différentes formes et concerne des objets différents.

Apprentissage du référentiel technique : la pratique et l'observation

Sur l'exploitation, le cadet va progressivement accomplir un certain nombre de tâches au cours desquelles il apprendra essentiellement par l'observation et l'imitation de l'aîné. Ses connaissances et pratiques seront ensuite consolidées par l'expérience et les remarques de l'aîné. Parmi les référentiels acquis de cette façon, les agriculteurs interrogés ont cité :

- les techniques de production des cultures pratiquées par l'aîné ;
- les techniques de stockage et de conservation des récoltes ;
- les techniques d'entretien des animaux.

Ces références peuvent être acquises par tous les cadets travaillant sur l'exploitation.

Apprentissage des règles de gestion de l'exploitation : une délégation de responsabilité

Dans la plupart des exploitations (sauf contexte familial particulier), à partir d'un certain âge, les cadets sont associés aux décisions concernant la gestion de l'exploitation. Celles-ci sont en général discutées avec toute la main-d'œuvre adulte. Lors de ces discussions, les cadets peuvent acquérir des principes de gestion. Parmi les thèmes abordés au cours de ces débats, les agriculteurs interrogés ont cité :

- l'évaluation des superficies à cultiver et le choix des terrains ;
- l'évaluation des besoins en intrants (endettement) ;
- la gestion des stocks alimentaires.

Ces principes peuvent être acquis par tous les cadets participant à ces débats. Cependant, au sein de l'échantillon interrogé, il est également apparu qu'une relation privilégiée s'établit entre l'aîné et le cadet identifié pour lui succéder. L'aîné délègue progressivement ses responsabilités et durant cette phase de transition, le successeur bénéficie alors de conseils pour la gestion de l'exploitation.

Chez les migrants Mossis, cette forme d'apprentissage s'établit entre le tuteur (ancien migrant ou autochtone) et le nouveau migrant qu'il accueille.

Ce système permet la transmission d'un savoir-faire acquis par les aînés. Cependant, la « richesse » de ce « patrimoine de savoir-faire familial³ » est étroitement liée à l'histoire⁴ des exploitations qui ont permis son élaboration progressive. L'accélération de la différenciation des exploitations agricoles au cours des trois dernières décennies, principalement du fait de l'introduction de la culture du cotonnier, a accentué la différenciation des savoirs familiaux au sein des groupes locaux. De plus, à chaque génération l'ensemble du savoir n'est transmis qu'à un seul, ou à un petit nombre, de cadets ce qui accentue cette différenciation.

Cette différenciation des savoirs est cependant nuancée par les transferts d'information entre individus, en dehors du cadre familial.

Acquisition de références au sein des réseaux sociaux

Au sein des communautés villageoises des groupes se constituent sur la base de critères d'homogénéité. Après les liens de parenté, le principal critère structurant est la classe d'âge. Elle correspond à un groupe d'individus d'âge proche ayant grandi ensemble au sein du village. Au sein de cette classe d'âge, des groupes peuvent s'organiser en fonction de différents critères : proximité de champ ou d'habitation, niveau d'équipement des exploitations... Ces groupes constituent des lieux d'échange de travail ou d'équipement qui sont des occasions privilégiées de discussion technique et d'observation des pratiques.

³ L'emploi du terme patrimoine ne doit pas sous-entendre que les connaissances et pratiques communes à un groupe social sont figées. Elles évoluent constamment sous l'influence de l'expérience de chacun et de l'extérieur.

⁴ Combinaison du type de fonctionnement et des interactions avec l'environnement de l'exploitation.

Elles permettent au jeune agriculteur d'avoir accès, à travers l'expérience technique des autres membres du groupe, à d'autres « patrimoines de savoir-faire familiaux ».

Cependant, comme dans le cas du travail au sein de l'exploitation familiale cet apprentissage concerne principalement les techniques observables. De plus, il semble que les critères d'homogénéité qui servent de base à la constitution des groupes limitent la diversité des savoirs présents au sein du groupe et donc la richesse des échanges.

Les modes d'apprentissage qui viennent d'être présentés montrent que via des relations fréquentes et privilégiées, les individus ont accès à des références propres aux groupes auxquels ils appartiennent socialement.

Mais il est possible que le chef d'exploitation soit confronté à des problèmes ou veuille développer des stratégies pour lesquels les normes communes aux groupes sociaux auxquels il appartient ne fournissent pas de réponse appropriée. Dans ce cas, il engagera un processus de recherche des informations qui lui permettront de faire évoluer ses normes d'action. Il a plusieurs possibilités pour obtenir les informations dont il a besoin. Il peut établir des contacts :

- avec un interlocuteur supposé détenir une information valable, que nous nommerons « personne ressource » ;
- avec un groupe d'agriculteurs lors de discussions plus ou moins structurées dans les lieux sociaux ou au sein des structures professionnelles.

Les « personnes ressource »

Au sein d'un groupe local, certains agriculteurs sont fréquemment cités comme « interlocuteur valable », c'est-à-dire comme « bon informateur » et non pair avec qui échanger des idées. Nous avons qualifié de « personne ressource », tout agriculteur cité par au moins 20 % de l'échantillon enquêté. Il s'agit d'agriculteurs équipés d'au moins un attelage et obtenant régulièrement de « bons » niveaux de production dans toutes les cultures de l'assolement (par rapport à la moyenne du groupe). Cependant, même si leur savoir-faire est reconnu par l'ensemble du groupe local, tout agriculteur ne peut pas entretenir un dialogue technique avec eux. En effet, les liens permettant un échange d'informations sont ceux établis depuis l'enfance entre individus d'une même génération ou ceux existant entre aînés et cadets. De plus au sein des classes d'âge, des sous-groupes se sont constitués selon des principes d'homogénéité (proximité, niveau d'équipement...) de sorte que pour que l'agriculteur puisse établir un échange avec une personne-ressource, il faut qu'il appartienne à un même réseau.

Les échanges dans les lieux sociaux

Dans les communautés villageoises, le dialogue fait partie de la vie sociale quotidienne. Une grande partie des activités étant liée à l'agriculture, il n'y a pas de séparation entre le dialogue technique et les autres aspects de la vie sociale.

Les lieux de causerie

Les agriculteurs entendent par « lieux de causerie » leurs points de rencontre en dehors du travail aux champs. C'est le lieu privilégié pour les débats en cours qui s'établissent de façon informelle entre les agriculteurs présents. La majorité des agriculteurs interrogés échange des informations agricoles lors des causeries. On distingue :

- le marché ;
- les lieux sociaux : dans chaque quartier, il existe un ou plusieurs endroits où les agriculteurs se retrouvent le soir pour discuter ; il s'agit souvent d'un endroit central du quartier, devant un magasin ou une buvette ; hormis leur localisation géographique qui privilégie les agriculteurs habitant à proximité, la nature même du propriétaire fait que ces lieux sont préférentiellement fréquentés par des « habitués » partageant des liens d'homogénéité avec le propriétaire ;
- les habitations : les agriculteurs se retrouvent également par groupe d'affinité (membres d'une même classe d'âge ou d'une même famille élargie) dans la « cour » de l'un ou de l'autre.

Le groupement de producteurs de coton

Les groupements de producteurs de coton sont des groupements professionnels créés sous l'impulsion de la compagnie cotonnière afin de tenter de résoudre le problème d'endettement que rencontrait la filière. Afin de permettre un meilleur fonctionnement du système de caution solidaire, il a été demandé aux agriculteurs de s'organiser par cooptation, en groupes d'au moins 15 exploitations. En fonction de la zone, de l'histoire des groupements villageois qui les ont précédés, des structures sociales préexistantes, ce message a été interprété de différentes façons. Ainsi les GPC se sont, la plupart du temps, organisés à partir des groupes sociaux préexistants. Le plus fréquemment, le regroupement s'est fait :

- sur la base de la famille élargie pour les sociétés autochtones ;
- sur la base des relations logeur-cadet pour les migrants Mossis.

Le GPC étant une structure créée pour faciliter la gestion des intrants cotonniers et la commercialisation du coton, les réunions du GPC sont rarement perçues comme l'occasion de dialogue technique mais plutôt comme :

- un lieu de diffusion des informations données par la compagnie cotonnière ; le secrétaire du GPC étant le relais de la compagnie cotonnière auprès des agriculteurs ;
- un lieu de débat à propos essentiellement de : a) l'endettement du GPC et de ses membres (commande d'intrants, discussions sur les impayés) ; b) la commercialisation (dates d'enlèvement du coton, des paiements...) ; c) l'utilisation des ristournes, le calendrier des travaux réalisés en commun.

Les seules questions techniques posées par les membres lors de réunions, le sont collectivement et en cas de problème commun à plusieurs agriculteurs. La fréquence des réunions de GPC est variable d'un GPC à l'autre et au cours de l'année. Elles sont en général plus fréquentes pendant la campagne agricole, l'objectif étant ici de vérifier que tous les membres du GPC pourront atteindre leurs objectifs de production (et donc rembourser leur crédit).

Les interfaces entre les sources extérieures et les groupes locaux

Le groupe local est en contact permanent avec son environnement. On nommera interface, les membres du groupe local qui vont chercher ou qui reçoivent des informations d'une source extérieure au groupe. Ces interfaces sont de deux types :

- des agriculteurs considérés comme interface par les acteurs extérieurs au groupe local ;
- des agriculteurs considérés comme interface par les membres du groupe local.

Du point de vue des agents techniques coton⁵

Le rayon d'action d'un agent technique est trop vaste pour qu'il puisse s'adresser individuellement aux agriculteurs. Il s'adresse donc à des relais d'information. Les agriculteurs choisis comme interface sont :

- les membres du bureau de chaque GPC, principalement le secrétaire du fait de son niveau d'instruction ; il lui est demandé de diffuser l'information transmise par l'ATC (Agent technique coton) et de rapporter les questions des membres du GPC ; ce système fonctionne mal car le bureau du GPC est la plupart du temps élu sur des conventions sociales et non sur sa capacité d'animation d'un groupe d'agriculteurs ; d'un point de vue technique, les agriculteurs ne considèrent pas nécessairement leurs représentants comme des relais d'information ;
- des agriculteurs considérés comme capables d'assimiler l'information ; il s'agit : a) d'agriculteurs scolarisés ; l'instruction facilite en effet le dialogue avec les ATC qui ne sont généralement pas issus du milieu rural ; b) d'agriculteurs obtenant les meilleurs rendements ; c) de jeunes agriculteurs.

Certains agriculteurs s'adressent individuellement à l'ATC (12 % des agriculteurs interrogés chez les Bwabas et 2 % chez les Mossis, aucun chez les Senoufos). Il s'agit soit, des agriculteurs les plus équipés ayant des systèmes de production complexes et qui sont en recherche permanente d'information soit, d'agriculteurs isolés du fait de leur situation agricole ou de leur marginalisation au sein des réseaux sociaux ou encore d'agriculteurs ayant vocation (chez les Senoufos) – ou reconnus comme – des personnes-ressources et qui sont fréquemment sollicités par d'autres agriculteurs à propos de questions techniques.

⁵ Seuls les agents technique de la compagnie cotonnière seront évoqués car, dans les localités où ont été réalisées les enquêtes, ils étaient les seules sources extérieures d'information. Les agents du service de la vulgarisation du ministère de l'agriculture ou des firmes phytosanitaires n'intervenaient pas dans ces zones.

Du point de vue des agriculteurs

Au sein du groupe local, certains agriculteurs sont reconnus comme pouvant jouer le rôle d'interface. Lorsqu'une information n'est pas disponible dans le groupe local, c'est à eux que s'adressent les agriculteurs.

Quels critères doivent-ils remplir pour que le groupe local les considère comme une interface valable ?

- les alphabétisés sont plus crédibles que les autres car les agriculteurs estiment que l'instruction garantit la compréhension de l'information donnée par la source extérieure ; par contre, les alphabétisés qui se sont absentés trop longtemps du village ne sont pas considérés comme des interfaces valables car leur attitude a changé et ils sont sortis des réseaux sociaux ;

- les « bons agriculteurs » c'est-à-dire ceux qui obtiennent régulièrement de bons niveaux de production. Cependant, tout bon agriculteur ne peut pas forcément jouer le rôle d'interface. Il faut la combinaison d'une insertion dans les réseaux sociaux et un accès aux sources extérieures d'information.

Ces éléments permettent d'élaborer un premier modèle d'organisation et de fonctionnement des réseaux de dialogue et d'influence au sein des groupes locaux du bassin cotonnier ouest du Burkina Faso. Il est présenté sur la figure 1.

Perspectives : comment associer les interfaces et les personnes-ressources aux groupes de conseil ?

La participation aux séances de conseil est volontaire et aucun critère de sélection n'est actuellement appliqué. Nous venons de voir qu'au sein des groupes locaux d'agriculteurs, certains sont considérés par leurs pairs comme compétents et disposant de connaissances, de pratiques, et d'informations qui peuvent leur être utiles. Ces « personnes ressources » sont en relation avec des individus appartenant à des réseaux de dialogue différents. Certaines jouent également un rôle important dans l'introduction de nouvelles normes dans le groupe local.

Une première piste de travail pour améliorer l'impact de la méthode d'accompagnement-formation pourrait consister à renforcer et renouveler le savoir des personnes-ressources. Le résultat escompté est une amélioration quantitative et qualitative des sources d'information facilement accessibles par les autres agriculteurs du groupe local.

Or, pour impliquer les personnes-ressources dans la dynamique d'appui formation, il faut que chacune d'elles y trouve un intérêt, c'est-à-dire que les thèmes abordés durant les séances correspondent aux problématiques de leur exploitation.

A partir des données d'enquête, une caractérisation sommaire de ces exploitations est présentée dans le tableau I.

Dans les trois groupes culturels, il s'agit d'exploitations équipées qui ont donc déjà maîtrisé les questions liées à l'équipement de l'exploitation. Par contre, l'échantillon enquêté n'est pas suffisamment large pour que l'on puisse associer les personnes-ressources à un stade particulier de la trajectoire de développement des exploitations. Il est probable que pour accéder au statut de personne-ressource, l'agriculteur doit avoir atteint un stade minimal de développement, mais il est également probable que ce stade varie en fonction du contexte local d'équipement des exploitations. Des remarques similaires peuvent être faites pour les rendements. Il semble que le groupe détermine le statut de personne-ressource par rapport à des normes techniques et sociales qui lui sont propres.

Il est nécessaire de caractériser plus précisément les exploitations de ces personnes-ressources et d'étudier la façon dont ils peuvent introduire de nouveaux concepts et procédures, dont ils ont débattu et leur impact sur les pratiques des autres agriculteurs.

Il s'agit de comprendre comment l'introduction de variantes par rapport à la norme locale peut aboutir à un changement des pratiques locales, c'est-à-dire comment l'échange d'informations peut mener à l'acquisition, l'apprentissage de nouvelles pratiques et raisonnements ?

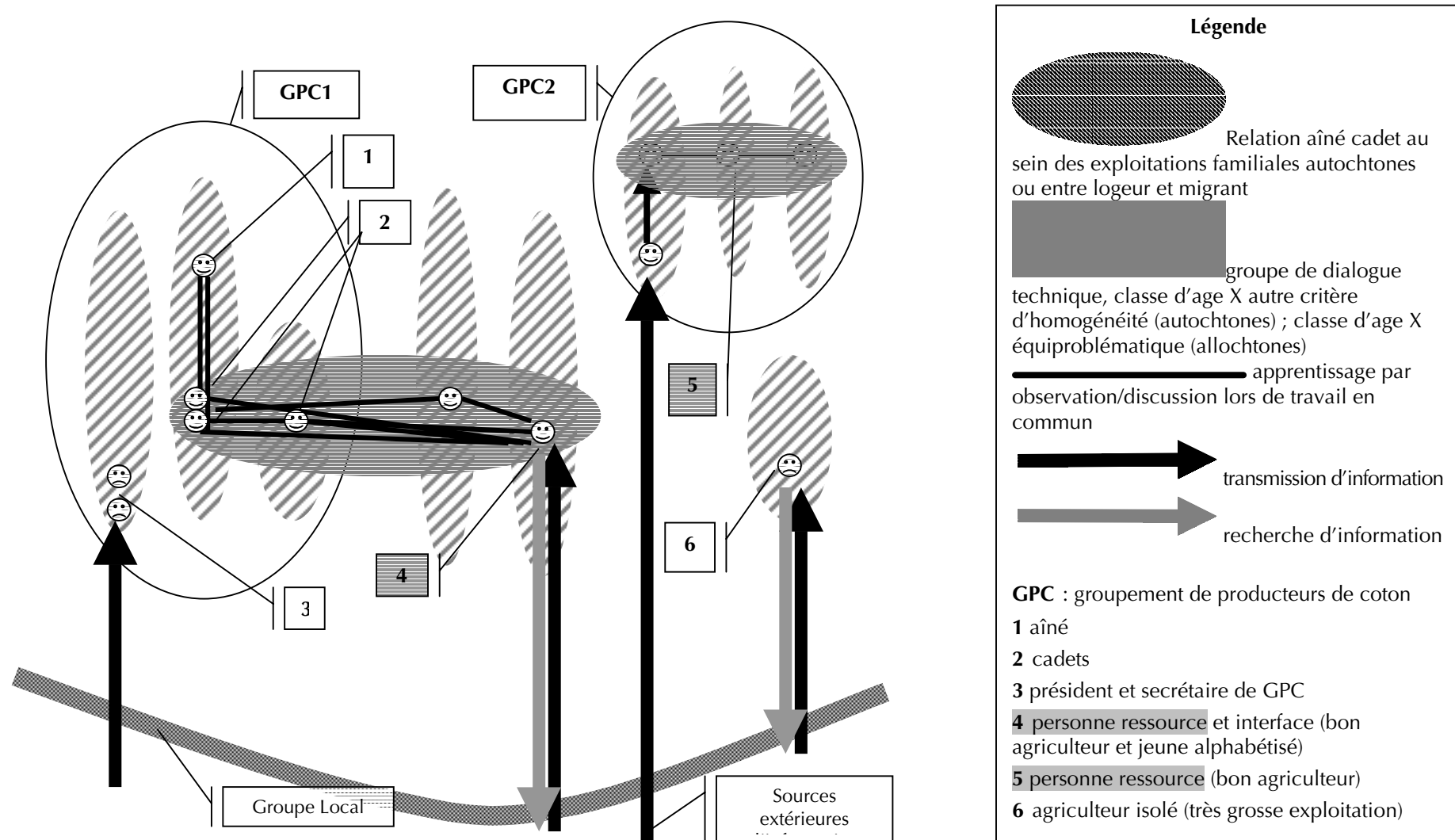


Figure 1. Caractérisation et fonctionnement des réseaux de dialogue et d'influence au sein des groupes locaux d'agriculteurs du bassin cotonnier ouest.

Tableau I. Quelques caractéristiques des personnes-ressources et de leur exploitation.

Ethnie	Bwaba	Bwaba	Senoufo	Senoufo	Mossi	Mossi	Mossi
Age	32	24	53	50	57	49	52
Position familiale	Cadet principal actif	Cadet principal actif	Aîné	aîné	Aîné	aîné	Aîné
Instruction	Alphabétisé dioula	Scolarisé niveau CM	Analphabète	Alphabétisé dioula	Analphabète	Scolarisé niveau CP	Analphabète
Equipement	1 attelage	3 attelages	1 attelage	1 attelage	1 attelage	1 attelage	1 attelage
Sup coton 99/2000 ha	6	9	5	NC	4	4,5	NC
Sup maïs 99/2000 ha	3,5	2	8	NC	4	3	NC
Rdt coton 98/99 (t/ha)	1,2	2,1	0,9	NC	2,2	1,0	NC
Rdt maïs 98/99 (t/ha)	3,5	5	0,7	NC	1,5	1,3	NC
Cadets actifs /exploitation	5	6	6	6	2	3	5

Source : Foy, 2002 (rendement et superficies sont évaluées au dire des agriculteurs).

L'objectif de l'accompagnement en gestion et de la formation à la gestion est de renforcer et de compléter les outils de gestion dont disposent les agriculteurs.

L'étude n'a pas permis d'évaluer l'efficacité des modes de transmission identifiés. Il est probable que les deux composantes des outils de gestion (connaissances et raisonnements) sont mis en débat au sein de ces réseaux, au cours des discussions ou lors de l'observation des pratiques. On peut supposer que la perte d'information sera minimisée si les informations introduites dans le groupe local lors des séances de formation sont formatées suivant les mêmes normes que les outils de gestion actuellement utilisés par les agriculteurs. La première étape vers ce reformatage des outils est la caractérisation des outils endogènes.

L'apprentissage au sein des groupes locaux se fait d'individu à individu au sein de groupes structurés sur la base de principes d'homogénéité qui ont été mis en évidence (relations familiales, entre membres d'une même classe d'âge, etc.).

Au cours de la recherche de leviers permettant de démultiplier l'action des conseillers, des « personnes-ressources » sont apparues comme étant au nœud des réseaux de dialogue. Il est envisagé de constituer les groupes d'appui formation sur la base de cette population.

En organisant les groupes d'accompagnement-formation sur la base des problématiques des exploitations des personnes ressource, l'appui ne s'adressera directement qu'à une partie du groupe local (celle qui correspond à une équiproblématique avec les personnes-ressources). L'objectif est cependant, par l'intermédiaire de ces personnes-ressources, de renforcer, qualitativement et quantitativement, les procédures de gestion et les références disponibles au sein du groupe local.

En terme de méthode d'intervention, il s'agit d'une évolution vers un appui à un groupe d'individus au sein d'un groupe local. Ces individus correspondent à :

- des systèmes de production déjà avancés c'est-à-dire ayant déjà maîtrisé une partie des concepts de base ;
- une reconnaissance sociale de la part du groupe local.

Bibliographie

ALBALADEJO C., 1994. Organisations socio-techniques locales : un potentiel de développement pour les petites exploitations agricoles de la frontières agraire de Misiones (Argentine). Technologies, Idéologies, Pratiques, XII, (1) : 171-202.

BROSSIER J. *et al.*, 1997. Gestion de l'exploitation agricole familiale. Eléments théoriques et méthodologiques. Dijon. ENESAD-CNERTA, 200 p.

- FAURE G. *et al.*, 1996. Mise au point et introduction d'une méthode de conseil de gestion aux exploitations agricoles dans la zone cotonnière de l'ouest du Burkina Faso. INERA/CIRAD/PDRI-HKM 125 p.
- FOY L., 2001. Etude de la circulation de l'information en milieu rural sahélien. Contribution à l'élaboration d'un conseil de gestion aux exploitations au sud ouest du Burkina. Mémoire de stage DEA EMTS INA-PG/ Université Paris VII/MNHN, 56 p.
- KLEENE P., 1995. Présentation générale de la méthode; étapes et modalités. Atelier national sur la méthode du conseil de gestion aux exploitations agricoles, Bobo-Dioulasso, 6-8 juillet, INERA, Burkina Faso, p. 23-30.
- LEGILE A., 1999. De l'analyse des pratiques de gestion à la proposition d'outils d'aide à la décision. Etude sur les exploitations agricoles du nord Cameroun. ENESAD/CIRAD/IRAD/PRASAC.
- MOISDON J C., 1997. Du mode d'existence des outils de gestion. Les instruments de gestion à l'épreuve de l'organisation. Paris. Seli Arslan 286 p.
- PIGE J., OUEDRAOGO O., 1999. Eléments de caractérisation de la zone cotonnière ouest du Burkina Faso. Proposition de zonage géographique. SOFITEX. Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), 67 p.
- PIGE J., 2000. Typologie de fonctionnement des exploitations agricoles de la zone cotonnière ouest du Burkina Faso. SOFITEX/CIRAD-TERA, 90 p.
- REBUFFEL P., 1996. Vers un renouvellement des méthodes de conseil aux exploitations agricoles dans l'ouest du Burkina Faso. Apports de la connaissance du fonctionnement des exploitations agricoles. mastère spécialisé en Ingénierie agronomique INA-PG, Paris, France.
- REBUFFEL P. *et al.*, 2002. Un réseau d'aide à la décision pour les exploitations agricoles du bassin cotonnier ouest du Burkina Faso. Bilan 2000-2002. CIRAD/SOFITEX/UNPC-B à paraître.
- SCHWARTZ A., 1991. L'exploitation agricole de l'aire cotonnière Burkinabé: caractéristiques sociologiques, démographiques, économiques. ORSTOM, 120 p.
- SCHWARTZ A., 1993. L'adhésion des paysans à la culture du coton au Burkina Faso, des comportements contrastés. Bondy FRANCE, ORSTOM.